

surtout après la possibilité qui lui est offerte de se représenter en 2024 ».

Durant les deux premiers mandats de Vladimir Poutine, profitant du prix élevé du pétrole, la production des hydrocarbures s'est imposée suite à l'écroulement productif depuis la chute de l'URSS. Avec une croissance à 7 %, cela a permis un certain nombre de réformes et une redistribution, avec des salaires en hausse. Mais ces dernières années plusieurs phénomènes ont ralenti l'activité économique russe. Les crises de 2008 et de 2014 (dévaluation de la monnaie, sanctions internationales, baisse du prix du baril...) ont forcé les autorités à développer une stratégie pour limiter la vulnérabilité du pays face aux chocs extérieurs, en privilégiant les comptes publics afin de dégager des marges de manœuvre pour l'État le cas échéant.

CHUTE BRUTALE DU NIVEAU DE VIE

Le revers de cette politique est le faible dynamisme de l'économie et le gel des

investissements. Cela entraîne d'importantes conséquences sociales avec la baisse des revenus de la population. Depuis cinq ans, les investissements ne cessent de reculer et sont désormais 10 % inférieurs à ce qu'ils étaient en 2013. L'importante contestation qui a eu lieu durant l'été 2018 contre la réforme des retraites démontre un véritable malaise social. Ces dernières semaines, la chute du pétrole et du rouble devrait conduire à une hausse proportionnelle du prix de tous les produits importés. Ce contexte est pris au sérieux par Vladimir Poutine, qui en avait fait une des priorités de son quatrième mandat : réduction de moitié de la pauvreté et amélioration des conditions de vie et de logement. En janvier dernier, à l'occasion de son discours annuel aux élites politiques, le président a rappelé cet objectif et lancé un vaste plan d'investissements de 350 milliards d'euros autour de 12 projets nationaux (numérisation, démographie, écologie, éducation, routes, culture et santé...).

Pour Julien Vercueil, professeur à l'Inalco, « le pouvoir propose aujourd'hui un programme d'accélération économique, une lutte contre la pauvreté, un rattrapage géo-économique à l'échelle mondiale, une modernisation de l'économie russe basée sur les innovations ainsi qu'une diversification des exportations ».

Faute de réponse sociale forte, les années qui viennent pourraient bien être plus instables que prévu sur le plan national. L'après-2024 paraît bien loin pour la population. Selon l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie, les deux principales préoccupations de celle-ci restent la dégradation du système de santé et de l'enseignement (55 %) et la chute brutale du niveau de vie d'une part considérable des Russes (47 %). Pour son vingtième anniversaire, la cote d'alerte est donc réelle pour Vladimir Poutine. ★

VADIM KAMENKA

vkamenka@humadimanche.fr

« POUTINE RÉÉCRIT LA CONSTITUTION, CE QU'IL S'ÉTAIT TOUJOURS REFUSÉ À FAIRE »

Poutine a multiplié les mandats mais sans parvenir à réduire la dépendance aux hydrocarbures du pays. Et son maintien au pouvoir est aujourd'hui questionné. Alors quel visage incarne-t-il pour les Russes ? Spécialiste de la Russie, **Arnaud Dubien** décrypte sa popularité et ses politiques.



SIMON MAXIM

ARNAUD DUBIEN
Directeur de l'Observatoire franco-russe à Moscou

Vladimir Poutine a été élu pour la première fois il y a vingt ans. Comment expliquer une telle longévité ?

Elle s'explique d'abord par sa popularité – exceptionnelle lors de ses deux premiers mandats (2000-2008), qui correspondent à des années de croissance à 7 % –, puis par des choix politiques. D'abord, en septembre 2011, en annonçant son retour au Kremlin après avoir « permuté » avec Dmitri Medvedev. Puis en 2018, en se représentant pour un

quatrième mandat – qui était censé alors être le dernier – de six ans. Vladimir Poutine a, par ailleurs, dès 2003-2004, fait le vide, la scène politique russe se résumant, outre le « parti du pouvoir » Russie unie, à une opposition parlementaire inoffensive (Parti communiste, LDPR

de Vladimir Jirinovski, Russie juste). L'opposition dite « hors système », incarnée principalement par Alexeï Navalny, demeurant, quant à elle, sous pression maximum.

Ses mandats ont-ils été identiques ?)))

« La parenthèse Medvedev (2008-2012) est un nouveau pari libéral et pro-occidental, qui échoue et s'achève par un spectaculaire raidissement. »

» Non, il y a clairement plusieurs Poutine. Son premier mandat, dont les « grands médias » français ont généralement retenu la deuxième guerre de Tchétchénie, a été marqué par de vigoureuses réformes intérieures et une politique étrangère pro-occidentale. Le deuxième voit les premières crispations diplomatiques causées par les révolutions de couleurs en ex-URSS (« des roses » en Géorgie fin 2003, puis « orange » en Ukraine un an plus tard) ; sur le plan interne, c'est l'instauration de la « verticale du pouvoir », avec un profond changement au sein de l'élite dirigeante, où Vladimir Poutine – qui avait jusque-là dû composer avec les élites eltsiniennes – place des hommes de confiance. La parenthèse Medvedev (2008-2012) est un nouveau pari libéral et pro-occidental, qui échoue et se termine par un spectaculaire raidissement dès le retour de Vladimir Poutine au Kremlin en mai 2012. Les crises ukrainienne et syrienne amplifient la tendance.

Un virage conservateur, libéral et davantage axé sur la politique internationale semble marquer ses dernières années au pouvoir ?

Le virage conservateur sur le plan sociétal, notamment, est à l'œuvre depuis 2012. Je ne dirai pas que la politique économique est vraiment libérale : elle comporte aussi une forte part d'étatisme, le tournant s'étant esquissé dans le domaine des hydrocarbures avec la nationalisation de fait de Ioukos en 2004, mais aussi avec « l'oligarchie de copinage » qui émerge dès lors. Il

« Certains Russes craignent plus que tout l'instabilité. Ils préfèrent le maintien de Poutine. Les milieux politiques et certains oligarques voient dans ce scénario une garantie pour leurs intérêts patrimoniaux. »

est vrai en revanche que les affaires internationales occupent de plus en plus Vladimir Poutine, d'où l'impression – parfois exagérée – de « retour » de la Russie.

L'après-2024 est au cœur des interrogations. Les récents amendements sur la limitation des mandats et la réforme constitutionnelle donnent-ils une première hypothèse ?

Vladimir Poutine a fait ce à quoi il s'était toujours refusé, notamment en 2007-2008, c'est-à-dire réécrire la Constitution afin d'être en mesure, en théorie tout au moins, de rester indéfiniment ou presque au pouvoir. Il aura 83 ans en 2036. Il a évoqué le précédent de Roosevelt, mais le parallèle qui vient plus spontanément à l'esprit est celui des pays d'Asie centrale ou des potentats africains. Avait-il ce scénario en tête dès son discours du 15 janvier ou les circonstances l'ont-elles incité à opter pour le choix le plus simple ? Nul ne le sait.

Ce qui me paraît évident en revanche, c'est que ce choix, au nom de la stabilité, va créer le contraire à moyen terme. Le Kremlin et l'entourage de Poutine repoussent le problème sans le régler. Quant au président russe, dont on pensait qu'il était soucieux de sa trace dans l'histoire, il risque de manquer sa sortie et de brouiller son image.

27 % des Russes seraient favorables à son maintien. Est-ce surprenant au regard de sa popularité ?

Certains Russes craignent plus que tout l'instabilité. Ils préfèrent le maintien de Vladimir Poutine, qu'ils connaissent et qui a indéniablement une forte expérience. Son entourage – les milieux politiques et certains

oligarques – voit dans ce scénario une garantie pour leurs intérêts patrimoniaux, voire ceux de leurs enfants. Pour eux, la Russie sans Poutine, après Poutine, est inconcevable. Elle adviendra pourtant un jour, et ne pas s'y préparer n'est pas un service rendu à ce grand pays à l'histoire millénaire. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR V. K.

Du tout premier cercle des « eltsiniens » qui l'avaient porté au pouvoir, ne reste que Dmitri Medvedev. Dès 2003, Poutine a fait le vide.



YEKATERINA SHUKINA / SPUTNIK / AFP